

DEF Département de l'enseignement et de la formation professionnelle

L'école vaudoise

Echandens, Association des Communes vaudoises

24 septembre 2025

Frédéric Borloz, Conseiller d'État



LES CHIFFRES DE LA RENTRÉE 2025-2026

ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS - PROJECTIONS

10 999

À L'ÉCOLE OBLIGATOIRE

dont 77% de femmes

15 185 ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS 3 550

AU POSTOBLIGATOIRE

GYMNASES, ÉCOLES PROFESSIONNELLES ET ÉCOLE DE LA TRANSITION dont 45% de femmes

y compris

ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS
SPÉCIALISÉS EN CLASSES
ORDINAIRES
dont 82% de femmes

636

ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS SPÉCIALISÉS

DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE PÉDAGOGIE SPÉCIALISÉE, TOUS NIVEAUX CONFONDUS dont 82% de femmes

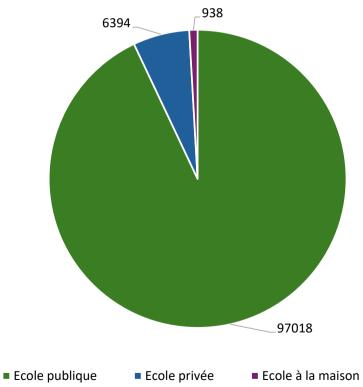
Effectifs 2025-2026

En nombre d'élèves

Elèves en écoles privées 2017-2018: 7'740

Elèves à la maison

2017-2018: 450





Prévention et réduction de l'illettrisme

- 22% des adultes et 25% des jeunes sont confrontés à des difficultés en lecture ou écriture malgré une scolarisation en Suisse (illettrisme)
- L'illettrisme représentant un risque d'exclusion professionnelle avec impact sur les dépenses sociales, le Conseil d'Etat met en œuvre le plan d'action suivant:

Ecole obligatoire

- Développement de nouveaux moyens d'enseignement: approche favorisant les apprentissages, utilisation de la dictée
- Détection précoce des difficultés: interventions itinérantes au préscolaire, collaboration avec les logopédistes

Ecole postobligatoire

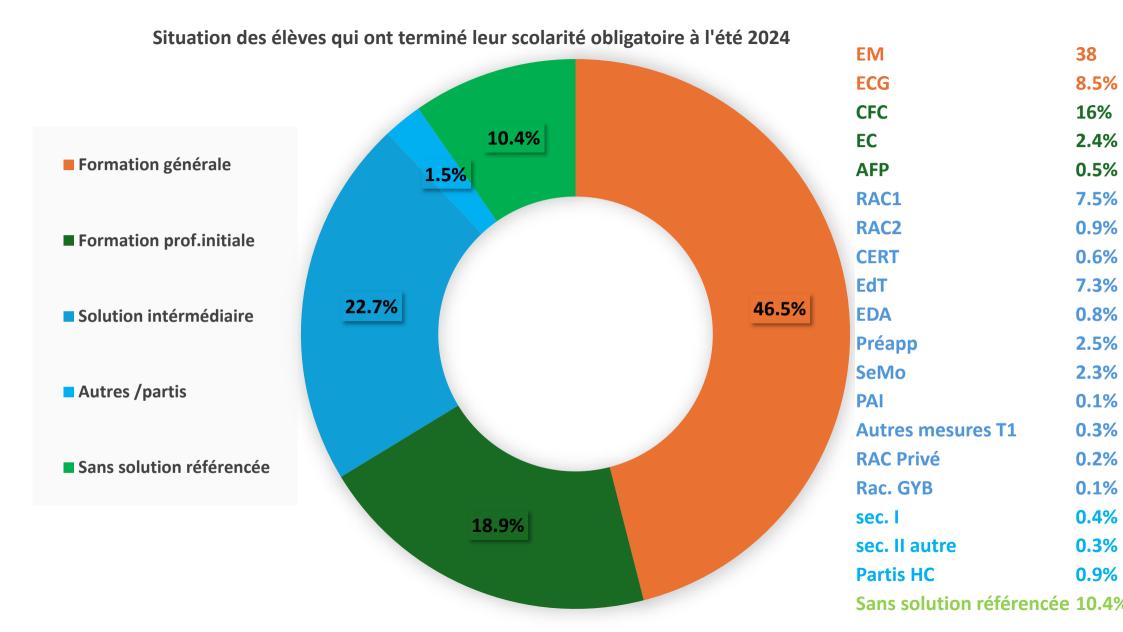
- Programme cantonal pour l'acquisition des compétences de base: financement de formations
- Sensibilisation et orientation: encouragement aux formations certifiantes avec cours de langue
- Création d'une loi sur la formation continue: garantir accès à la formation tout au long de la vie



Gestion et gouvernance: école inclusive

L'école vaudoise est inclusive, mais des correctifs ont été apportés au dispositif mis en place.

- 339 élèves en classes régionales de pédagogie spécialisée (CRPS) cette année, contre 244 en 2021-2022
- 4 nouvelle classes ont été ouvertes cette année, toutes ciblées sur les troubles du spectre de l'autisme
- Total: 42 classes à travers le canton, contre 39 l'an dernier
- + de 390 élèves au bénéfice d mesures renforcées dans leurs classes ordinaires



MAT-EO: Le gymnase en 4 ans

MAT-EO, c'est préparer deux révisions législatives

Révision de la LESS

- Appliquer le nouveau cadre réglementaire national de la maturité gymnasiale (RRM/ORM révisés)
- Forger le cursus en 4 ans en se basant sur le Plan d'études cadre révisé
- Développer les compétences transversales de nos élèves
- Répondre aux exigences accrues des hautes écoles

> Révision partielle de la LEO

- Permettre la transition vers l'école de maturité en 4 ans
- Améliorer l'organisation du cycle 3;
- Promouvoir des trajectoires de réussite, moins d'échecs, des cursus plus fluides

> Planification des constructions

MAT-EO: Le gymnase en 4 ans

Phases clés du calendrier institutionnel

	Adoption GC LEO révisée	Adoption GC LESS révisée	Nouveau cycle 3 1 ^{ère} volée	Nouvelle maturité 4 ans 1 ^{ère} volée	Maturité 4 ans 1 ^{ère} certification
Finalisation de la révision des bases légales cantonales législature 2027 - 2031	Novembre 2028	Juin 2030	Août 2030	¹⁰ Août 2032	Juillet 2036

MAT-EO: Le gymnase en 4 ans

« Il n'y a pas un modèle magique, meilleur que tous les autres » (Prof. Stefan Wolter)

- Avantages principaux du scénario mixte « 10/11+4 »
 - Le modèle qui respecte le mieux les rythmes variables des élèves
 - Eviter de prolonger le temps de formation de tous les futurs bacheliers
 - Souplesse en phase avec la culture scolaire vaudoise
 - Base pour un compromis réaliste et exigeant, qui maximise les avantages et minimise les inconvénients des deux autres modèles 10+4 et 11+4
 - Levier puissant pour rénover le cycle 3 et repenser le statut de la 11^e. Pousse à être créatif pour améliorer le fonctionnement du cycle 3 et la transition → formations certifiantes du secondaire II, qui sont nécessaires
- Grande marge de manœuvre à l'intérieur du cadre 10/11+4 pour placer le curseur sur l'orientation en concertation avec les acteurs

2025-2026

Unil.

















DEF Département de l'enseignement et de la formation professionnelle

DGES Direction générale de l'enseignement supérieur

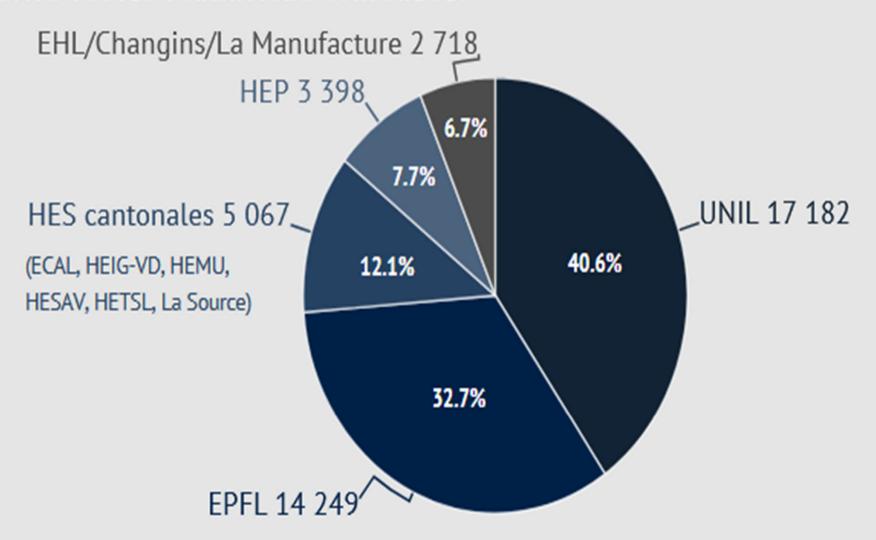








EFFECTIFS TOUTES FORMATIONS CONFONDUES



Titres décernés dans les hautes écoles (2024)

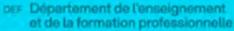
6 857 titres - Bachelor et Master, hors EPFL - ont été décernés dans les hautes écoles vaudoises

- Dont 2 363 titres décernés par les HES (30,6% de l'ensemble)
- Dont 1 363 par les HES cantonales (20,1% de l'ensemble)

Titres présentés pour être admis dans les HES vaudoises en 2023

- Maturité professionnelle dans le domaine visé (27%)
- Maturité spécialisée dans le domaine visé (19%)
- Maturité gymnasiale (24%)
- Autres titres (30%)





DGES Direction générale de l'enseignement supérieur



FAVORISER LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Coordinateurs de l'approche du monde du travail (AMP) / Rencontres cantonales
- Forums Métier / salon des métiers / Salon MINT
- Promouvoir les métiers de la transition numérique, énergétique et écologique
- Stages / Junior Teams



omouvoir, communiquer et encourager la formation professionnelle auprès de tous les publics

Zoom automatique

en œuvre la nouvelle stratégie cantonale en matière d'orientation scolaire et professionnelle, en particulier:

éer un lieu permanent de promotion et d'information: la Maison des métiers

Généraliser l'approche du monde professionnel (AMP) en VG et VP

Promouvoir l'apprentissage par une campagne notamment sur les réseaux sociaux

Améliorer la communication envers les parents d'élèves, premiers prescripteurs en matière de cursus scolaire et de carrière professionnelle

Ouvrir l'école aux entreprises par le déploiement d'un coordinateur AMP pour chacune des 8 régions scolaires

4. Poursuivre les "Rencontres cantonales de la formation professionnelle" régionalisées

Axe 2 - Favoriser les transitions directes vers des formations certifiantes auprès des jeunes

- 5. Aider les jeunes en déficit de réseau personnel à trouver une place via le projet "Relai-entreprises"
- 6. Diminuer le nombre d'élèves en mesures de transition et renforcer l'accompagnement
- 7. Poursuivre le développement de la mesure LIFT (stages réguliers en fin de scolarité et accompagnement). L'administration cantonale vaudoise intègre le programme LIFT
- 8. Renforcer le dispositif SUCCES pour diminuer les taux d'échec aux examens
- 9. Améliorer le taux d'encadrement des conseillers aux apprentis
- 10. Positionner l'offre de formation "Attestation de formation professionnelle" (AFP) comme première mesure d'accès à une formation certifiante, lutter contre les préjugés des employeurs et des jeunes

Axe 3 - Soutenir le développement des formations professionnelles certifiantes en phase avec les besoins du marché du travail et les défis contemporains en partenariat avec les entreprises et les faîtières

- 11. Conduire des études prospectives pour définir les besoins dans les métiers qui souffrent de pénurie pour adapter l'offre de formation (transition énergétique, numérique, santé)
- 12. Promouvoir les métiers de la transition numérique, énergétique et écologique, notamment dans les écoles
- 13. Promouvoir une offre innovante en matière de formation duale (formation mixte, junior team)
- 14. Favoriser la création d'un réseau élargi d'entreprises formatrices
- 15. Poursuivre et étendre les "Prolongations d'apprentissage pour l'intégration" (PAI+) auprès des entreprises formatrices
- 16. Soutenir l'employabilité des adultes en poursuivant le déploiement du plan d'action pour la certification professionnelle des adultes et le programme national de bilan professionnel pour les plus de 40 ans "Viamia"



DEF Département de l'enseignement et de la formation professionnell

À chaque échelon, sa solution







Au niveau de la classe

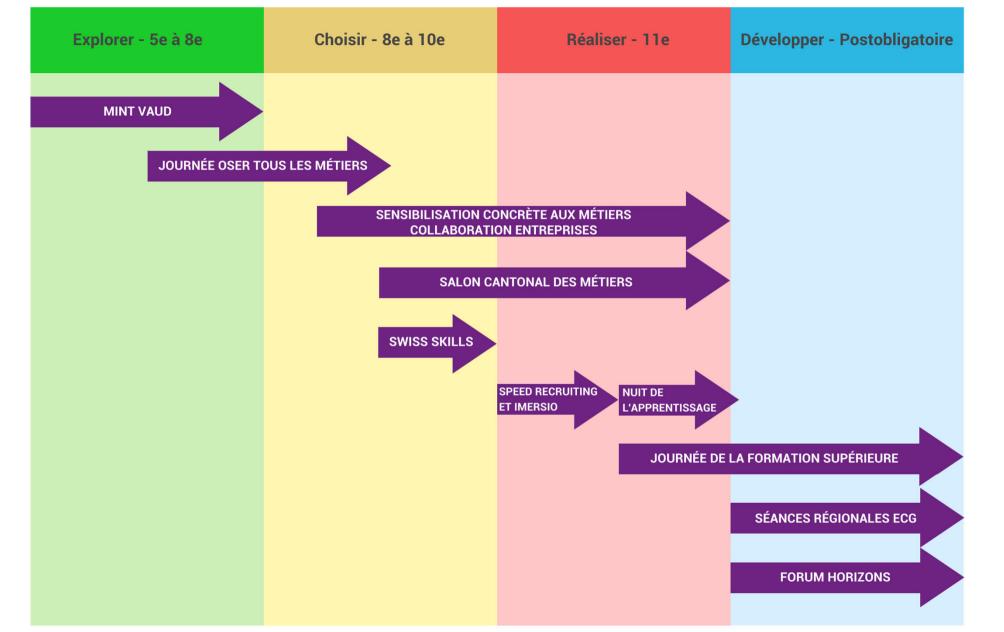
Cours en Approche du monde professionnel

Au niveau de la région

Des forums dans les établissements

Au niveau cantonal

Le salon des métiers et de la formation



Formation professionnelle: Mesures phare

- *AMP: référents en approche du monde professionnels; coordinateurs pour chacune des 8 régions scolaires
- ❖ Campagne de promotion sur les réseaux sociaux (dès 4ème trimestre 2025)
- Rencontres monde scolaire / monde professionnel (tout du canton bientôt achevé > synthèse en cours de préparation)
- ❖ Déploiement du projet LIFT
- ❖SUCCES: identification des causes d'échec dans certains métiers et mesures d'action (en cours)
- Lutte contre la pénurie de personnel qualifié (participation à InvestPro, Prosper, etc.); EMPD Durabilité (métiers transition écologique); charges administratives; encadrement des apprentis; Maison des métiers

Relations Canton-Communes

- **EtaCom** a distribué de façon assez claire les compétences entre l'Etat et les Communes
- Les **bâtiments** scolaires sont du ressort des communes, qui doivent établir leurs projets dans un cadre réglementaire fixé par l'Etat
- Le **soutien** que les responsables de nos régions scolaires apportent aux communes est apprécié et aplanit bien des difficultés
- Les relations sont bonnes mais y a-t-il des améliorations possibles ?
- Une réflexion a été lancée (réunion de l'Ecole et du Service des communes dans le même Département). Elle sera menée **avec les communes**.
- Nouvelle loi sur les communes

Article 132 de la loi du 7 juin 2011 sur renseignement obligatoire (LEO)

Les communes prennent en charge :

- a. la construction, l'entretien, la maintenance et ta rénovation des locaux, installations, espaces et équipements mis à la disposition des établissements, conformément aux dispositions de l'article 27;
- b. le mobilier et le matériel scolaire, selon les dispositions du règlement sur les constructions scolaires et les directives du département ;
- c. les transports scolaires prévus à l'article 28;
- d. les indemnités prévues à ['article 30;
- e. les devoirs surveillés, sous réserve d'une participation financière des parents ;
- f. les camps, courses d'école et voyages d'études, sans les charges salariales des enseignants et accompagnants, sous réserve d'une participation financière des parents.

 Article 111 du règlement d'application du 2 juillet 2012 de la loi du 7 juin 2011 sur renseignement obligatoire (RLEO), ainsi que du règlement du 29 avril 2020 sur les constructions scolaires primaires et secondaires (RCSPS) et ses nombreuses directives d'application.

Le département établit, d'entente avec les représentants de l'ensemble des communes, le montant forfaitaire correspondant à la mise à disposition des locaux, installations et matériel nécessaires à renseignement qui peut être mis à la charge de la commune de domicile d'un élève accueilli par un autre établissement dans les cas prévus par la loi.

- Directive départementale n° 184 sur l'affichage numérique frontal (ANF)
- Directives et recommandations du SEPS pour l'aménagement d'installations sportives
- Directive DGEO d'application du RCSPS: les étapes d'un projet de construction scolaire
- Directive DGEO d'application du RCSPS: aménagements scolaires recommandations
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes générales en matière de constructions scolaires
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations salle de classe 1-4P
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations salle de classe 5-8P
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations salle de classe 9-11 S
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations salle de dégagement
- Directive DGEO d'application du RCSPS; normes et recommandations salle multi-usages et de rangement
- Directive DGEO d'application du RCSPS : normes et recommandations salle de sciences et préparation
- Directive DGEO d'application du RCSPS : normes et recommandations salle d'arts visuels
- Directive DGEO d'application du RCSPS : normes et recommandations salle de musique et de rangement
- Directive DGEO d'application du RCSPS : normes et recommandations salle d'éducation nutritionnelle et de rangement
- Directive DGEO d'application du RCSPS : normes et recommandations salle d'activités créatrices sur textiles

- Directive DGEO d'application du RCSPS : normes et recommandations salle de travaux manuels lourds sur bois et métaux
- Directive DGEO d'application du RCSPS : normes et recommandations salle de travaux manuels lourds sur bois
- Directive DGEO d'application du RCSPS : normes et recommandations salle de travaux manuels lourds sur métaux
- Directive DGEO d'application du RCSPS : normes et recommandations salle de sciences informatiques et préparation
- Directive DGEO d'application du RCSPS: salle des maîtres
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations bureau + administration
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations secrétariat
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations salle de réunion
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations bureau « consultations »
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations salle de psychomotricité
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations bibliothèque scolaire
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations économat
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations aula
- Directive DGEO d'application du RCSPS: normes et recommandations classe provisoire : accueil d'urgence